

Par l'Union, les Prolétaires libéreront le Travail de toute exploitation.

ADAMAS

Les Travailleurs veulent une vie familiale et une vie collective dignes de leur rôle social.

Bulletin de l'UNION FRANCO-SUISSE (Section de l'Alliance Universelle des Ouvriers Diamantaires)

ABONNEMENTS

FRANCE. — Un an..... 4 fr.
AUTRES PAYS. — Un an..... 5 fr.

RÉDACTEUR

Arthur DANREZ
TÉLÉPHONE 74

BUREAUX

MAISON du PEUPLE
ST-CLAUDE (JURA)

Tous les Ouvriers Diamantaires syndiqués ayant des choses sérieuses et intéressantes à dire doivent collaborer à ce Bulletin. Pour être insérée, la copie doit parvenir le 20 de chaque mois à la rédaction.

Lettre d'Amsterdam

Permettez-moi, mon cher Danrez, de vous dire que j'ai été fort étonné d'apprendre de votre article du N° 2 d'Adamas que vous proposez de fixer la cotisation syndicale à 1.25 par semaine. Et vous craignez que l'effort sera trop grand pour les camarades san-claudiens. J'ai traduit un extrait de votre article pour le « Weekblad ». Si vous aviez vu les visages de nos membres et leurs exclamations quand ils lisaient votre proposition — nos membres qui paient 2 florins, et les camarades anversoïses dont la majorité paie 5 francs par semaine!

Il y a toujours la probabilité d'une grève! Supposez que cette probabilité devienne une réalité! Que ferait-on à St-Claude et dans les autres centres français?

On demandera le secours des camarades de partout.

Mais si ces camarades, à l'exemple des syndicats français, n'avaient payé à leurs organisations qu'une cotisation dérisoire, d'où pourrait venir le secours?

Les camarades san-claudiens qui sont syndicalistes, n'ont-ils pas quelque honte en refusant de faire les mêmes sacrifices pour la lutte syndicale que leurs collègues d'ailleurs, de se sentir accablés, en cas de grève ou de lock-out, à manger le pain épargné par les autres? Ils se souviennent peut-être d'une fable de ce judicieux Lafontaine: « La Cigale et la Fourmi. » Qu'ils prennent garde que cette histoire ne se répète un jour!

La situation d'Amsterdam ne s'est point améliorée. Le nombre des chômeurs s'élève actuellement bien au-dessus de 3.000; et il semble que leur nombre augmentera encore. Cependant, à Anvers, il n'y a que quelques centaines de chômeurs. La raison est connue: grâce au cours de l'argent, les salaires en Belgique sont réellement de beaucoup au-dessous des salaires de Hollande. C'est même chose en France où le franc est encore plus déprécié que le franc belge.

Evidemment, cela ne peut durer. On sera obligé à Amsterdam, de prendre des mesures adéquates pour prévenir une débacle complète. Des pourparlers ont été engagés avec les dirigeants du Syndicat d'Anvers au sujet d'une égalisation des tarifs et salaires sur la base de valeur du florin; ces pourparlers n'ont pas abouti: les militants d'Anvers ont refusé. Pourtant ils ont demandé au syndicat patronal une augmentation de 15 0/0 et ont obtenu un relèvement de 10 0/0.

D'après des nouvelles reçues de Londres, il ne faut espérer qu'une production très limitée de diamants bruts. La production des mines principales diminuerait et la De Beers veut faire les plus grands bénéfices avec un minimum de dépenses, ce qui veut dire: peu de brut et des prix énormes.

En face de cette politique il sera nécessaire, pour prévenir un chômage permanent et grandissant, de diminuer internationalement les heures de travail à 40 ou même à 36 heures de travail par semaine.

Il est bien évident que cela sera une des questions les plus urgentes de l'ordre du jour du congrès de Londres.

La situation du marché des diamants taillés est toujours bonne. Les Etats-Unis

continuent à acheter de grandes quantités et aucune indication ne permet de craindre que cela change dans le futur immédiat.

Une taillerie nouvelle a été ouverte jeudi dernier. Elle est la propriété de la Commission de concentration qui versera les bénéfices (comme ceux d'une autre taillerie acquise il y a environ deux ans) dans la caisse des retraites pour les ouvriers diamantaires.

La nouvelle taillerie comprend 190 meules. Construction et arrangement interne sont en parfait accord avec les exigences actuelles de l'hygiène et de l'esthétique.

Chose assez curieuse, les Consuls de Belgique ont ordre de leur gouvernement de refuser leur visa aux passeports des négociants, des courtiers en diamants et aussi des ouvriers diamantaires.

Cette mesure a provoqué une grande consternation chez les commerçants etc. Leur syndicat a demandé au gouvernement hollandais d'intervenir ou d'user de représailles.

C'est le secret de polichinelle que les gouvernements conservent les mesures visant les passeports pour se garder des bolchevistes et de leurs agents. Mais, au besoin, ils en font usage pour se débarrasser des concurrents redoutables.

Voilà encore une des beautés du régime capitaliste.

Amsterdam, 15 mars 1920.

Henri POLAK.

O! LIBERTÉ

Messieurs les commerçants hollandais ne sont pas les seuls à souffrir de la férule des gouvernements. Les représentants de l'Alliance Universelle des Diamantaires, ne sont pas mieux goûtés, en Suisse, par exemple.

Le visa d'un passeport pour aller en Suisse documenter les organisations diamantaires sur le Commerce et l'Industrie du diamant, vient de m'être refusé par décision N° 60997 de l'Office Central de Police des Etrangers, à Berne.

Une réclamation a été adressée au Département Fédéral de Police. J'ose croire à une simple erreur. En tout cas, peut-être me dira-t-on pourquoi je suis indésirable.

A. D.

Anvers-Amsterdam

Une polémique importante pour tous les intéressés est engagée depuis quelques semaines entre Henri Polak, président de l'A.N.D.B. à Amsterdam et Louis Van Berkelaer, président de l'A.D.B. à Anvers.

Cette polémique est spécialement d'une grande importance pour les camarades français parce qu'elle trouve son origine dans l'influence du cours du change et traite de cette influence sur les salaires et le commerce diamantaire dans les deux centres et la monnaie française étant à peu près au même niveau que la monnaie belge, quelquefois même au-dessous.

Vers le début de la dépression dans notre industrie il y a environ trois mois, c'est à Anvers que le chômage prit les plus grandes extensions.

Quand, après quelques semaines, on

ne comptait à Amsterdam que de six à sept cents chômeurs, Anvers en avait déjà environ deux mille.

A Anvers ce fait fut attribué à ce que Amsterdam avait conservé du fait de la guerre, l'avantage de recevoir directement plus de brut de Londres en conséquence de quoi les fabricants anversoïses étaient obligés de se procurer le brut de seconde main. Les négociants amstellodamoïses demandant du cinquante jusqu'à même du cent pour cent de bénéfice, on conçoit que quand les prix du taillé baissèrent les fabricants anversoïses furent réduits à une position inférieure et qu'ils furent les premiers à renvoyer le plus d'ouvriers.

Quelques temps après la situation générale commença à s'améliorer.

Mais alors il se produisit le phénomène étrange que les rôles furent intervertis.

Le nombre des chômeurs qui s'était élevé entre temps également à Amsterdam jusqu'à plus de deux mille se maintenait à cette hauteur, pendant que celui d'Anvers tendait considérablement à la baisse.

Après une semaine ou deux, il parut dans un rapport du Conseil général et puis dans un article de fond de Henri Polak dans le Weekblad du A.N.D.B. de Amsterdam une interpellation et un exposé de cette situation avec comme conclusion qu'Anvers devait élever ses salaires à mesure que le franc baissait.

Le Conseil général d'Anvers et Van Berkelaer répondirent qu'il était à ce moment quasi impossible de baser les prix sur le cours du change, vu que ce cours fluctuait constamment et qu'on pouvait par conséquent se trouver devant le fait d'avoir justement élevé les salaires quand le cours baisserait et que rien ne serait arrivé si les rôles avaient été intervertis, qu'Anvers se trouverait par conséquent dans une position défavorable qu'elle pouvait d'autant moins souffrir ayant vécu les mauvaises années de la guerre pendant qu'Amsterdam en avait connu de bonnes.

La question en est là. Par l'explication concise mais objective que j'en ai donnée, vous serez à même de la juger par vous-même.

Comme je l'ai dit, elle est de nature à intéresser les camarades français au même titre que ceux d'Anvers, le cours du change français se trouvant à peu près au même niveau que le belge.

...

Pendant ce temps, et indépendamment de la question du change, le A.D.B., à Anvers, avait commencé une action pour obtenir une augmentation de salaire de 15 0/0.

Le A.D.B. motivait sa demande auprès de l'« Association des Joailliers » par les prix sans cesse augmentés des vivres, vêtements, etc.

La revendication fut reconnue par le Comité Central de l'Association patronale qui décida de la porter devant l'Assemblée générale des Fabricants.

Cette assemblée générale la rejeta la semaine dernière.

Le Comité de l'A.D.B. ne se résigna toutefois pas.

Il commença immédiatement des pourparlers avec les joailliers les plus importants, auxquels il déclara ne faire quoique ce soit pour tenir leurs personnels au complet si ces 15 0/0 n'étaient accordés.

Une cinquantaine des plus importants fabricants donnèrent immédiatement leur consentement.

La conséquence de ces démarches fut

de nouveaux pourparlers avec le Comité Central de l'organisation patronale, où on décida que l'affaire serait reprise en promettant que la décision à intervenir serait appliquée avec effet rétroactif à partir de la semaine passée.

En suite de quoi le A.D.B. lança immédiatement le manifeste suivant:

« A NOS MEMBRES »

« Ainsi que vous le savez déjà la réunion de la branche des Fabricants de l'Association patronale a rejeté la proposition de leur Comité Central en vue de porter nos pourcents de 25 à 40.

« Ayant la conviction que notre demande était légitime, premièrement à cause de l'augmentation extraordinaire des nécessités de la vie et deuxièmement par suite de la situation florissante de notre industrie, nous avons immédiatement repris les négociations avec le Comité central et la Commission mixte.

« Nous sommes en mesure d'affirmer que ces négociations sont en bonne voie.

« Dans le courant de la semaine prochaine, la décision interviendra.

« Cette décision aura effet rétroactif pour la semaine en cours.

« Que personne ne fasse rien de sa propre initiative. La consigne est d'attendre tous comme un seul homme. Car avant tout nous devons avoir soin qu'une régularisation stable, correcte et le repos et l'ordre règnent dans notre industrie.

« Par l'unité et l'entente mutuelle nous avons sauvé notre industrie et l'avons rendu prospère.

« Que personne ne l'oublie.

« Le Comité Permanent. »

Ainsi que vous le voyez nous restons à Anvers à pied d'œuvre si c'est nécessaire et quand notre cause est juste.

Naturellement, je tiendrai les camarades français au courant de cette affaire.

Après que nous aurons obtenu le nouveau pourcentage, la plupart des salaires seront de deux à trois cents francs par semaine.

Le Secrétaire de l'A.U.D.

L. Van Berkelaer.

Anvers, le 21 février 1920.

Les Diamants Allemands

ET LA

Politique des Compagnies

Le rapport de la dernière Assemblée de la De Beers dont nous publions un extrait dans ce numéro, indique qu'en juillet 1914 une Conférence des quatre plus gros producteurs avait décidé que toute leur production serait vendue par l'intermédiaire du Syndicat de Londres.

Cette décision devait mettre fin à la concurrence faite aux produits de la De Beers, de la Premier Mine et de la Jagersfontein par les bruits allemands vendus directement par la Régie allemande ou par le Syndicat anversoïse Coetmans-Krijn-Walk, auquel la Régie avait cédé une grande partie de sa production.

La guerre empêcha la réalisation de cet accord. Mais la guerre fit beaucoup mieux pour Messieurs les anglais ou allemands naturalisés anglais. L'Allemagne vaincue est dépossédée de toutes ses colonies. La Régie allemande? ça n'existe plus! Les terrains diamantifères du Sud-Ouest africain tombent sous le protectorat de l'Angleterre... Alors l'accord va se réaliser quand même outre concours de l'expropriétaire.

Les journaux financiers nous apprennent avec force détails que Consolidated Diamond Mines of South West Africa vient d'être constituée dans l'Afrique du Sud, sous l'égide de l'Anglo American Corporation, pour reprendre l'exploitation de la plus grande partie des gisements diamantifères de l'ancienne colonie allemande du Sud-Ouest africain.

Les titres ne sont pas encore cotés, mais ils ne tarderont pas à figurer en bonne place sur les marchés européens.

Le Capital de la Nouvelle Compagnie est de 4.500.000 Livre sterling divisé en actions de 1 liv. sterl. Elle émettra pour 1.850.000 liv. sterl. d'obligations portant intérêt à 8 0/0 par an, payable par semestre et remboursable en 1929; un fonds d'amortissement sera constitué pour le remboursement de ces obligations auquel il sera affecté chaque année une somme égale à 7 1/2 0/0 du montant des obligations subsistantes. Et de ce fait les mines productrices antérieurement de diamants allemands produiront de bons diamants anglo-américains.

L'outillage et les installations dépendant de ces terrains... protégés, sont du type le plus récent, en bon ordre de marche, et leur capacité est plus que suffisante pour faire face à tous les besoins de la Cie. Les voies ferrées, les machines, le matériel roulant de chemin de fer de Luderitzbucht à Bogenfels qui dessert les exploitations de la région; l'usine d'électricité fournissant la force et la lumière, tout devient propriété de cette consolidation dont la direction doit se traduire par d'importantes économies dans l'exploitation.

Depuis le 1^{er} octobre 1919, les opérations minières sont poursuivies pour le Compte de la Nouvelle Compagnie.

Le Consolidated Diamond Company régnera sur des terrains produisant plus de 90 0/0 de la production totale du Protectorat du Sud-Ouest. Et cette production peut-être considérablement augmentée. Alors les recettes — dont le gouvernement (anglais sans doute!) aura une bonne part — seront de même que la part de la Compagnie dans les bénéfices sensiblement accrues.

Dans une conférence récente des producteurs, convoquée par le gouvernement et tenue peu avant la création de la Consolidated Diamond Company, il a été convenu d'attribuer aux producteurs du Protectorat une quote-part de 21 0/0 de la valeur des ventes annuelles du Syndicat des diamants. Le Conseil de la Consolidated Diamond Company approuve pleinement les principes dont se sont inspirés tous les membres de la Conférence, à savoir que la réglementation et le contrôle de la production, ainsi que des ventes de diamants, ont une importance vitale pour l'Etat qui retire de beaux revenus de l'exploitation des diamants et pour les intérêts de Messieurs les rois du diamant.

La presse financière — si intéressante à étudier pour l'édification des travailleurs — nous apprend encore que le Professeur Kaiser, géologue renommé, s'est oublié, pendant toute la guerre à étudier sur place l'étendue et les origines des gisements diamantifères du nouveau... Protectorat. Son rapport vient d'être publié. Bénissez le, travailleurs du diamant! Il déclare que les gisements de l'ancienne colonie allemande contiennent au minimum 14 millions de carats et qu'on atteindra probablement 16 millions 1/2 de carats estimation qui n'épuise pas toutes les possibilités des gisements, car d'aucuns espèrent arriver à découvrir enfin, dans ces régions, une fracture de Kimberlite diamantifère ou même une cheminée à diamants.

Arrêtons-nous sur ces espoirs, et concluons ainsi:

Finie, la concurrence allemande... ou plutôt la concurrence de la... Régie allemande pour ces Messieurs de Londres! Dans l'avenir, la presque totalité de la production en diamants sera trustée et vendue par le Syndicat de Londres.

Et alors... en avant la politique des hauts prix... et de la limitation des bruts!

Cette politique peut avoir ses avantages pour les Compagnies productrices, pour l'industrie et pour la stabilité des marchés.

Mais si elle est poussée à l'absurde, c'est-à-dire pour la seule satisfaction

des détenteurs de la matière qui assurent la continuité de leurs bénéfices en élevant les prix de vente et prolongent la durée de leur capital minier en réduisant la production, l'industrie de la taille pourrait bien en souffrir.

En tout cas, c'est cette politique, cette rarefaction volontaire des bruts mis en vente qui est la cause du chômage enregistré dans certains centres, alors que le marché du taillé ne peut suffire à la demande.

Il est question de la valeur monétaire abaissée par l'effet du change dans certains pays.

Le cours du change n'est pas la vraie cause de chômage dans l'état actuel du Marché des diamants. Il ne fait que déplacer le chômage d'un pays à un autre. Et si Londres tenait un peu moins cédées les marchandises réclamées par les acheteurs, il n'y aurait de chômeurs nulle part dans l'industrie diamantaire.

Tous ceux qui se souviennent de la perturbation jetée dans notre industrie et son commerce par la vente déréglée et irraisonnée des diamants allemands d'avant-guerre, sont pour la limitation des bruts.

Avant la guerre nous étions pour la politique de la De Beers et du Syndicat de Londres. Nous serons encore pour cette politique; mais à condition que les intérêts de l'industrie soient examinés et assurés.

Arthur DANREZ.

Le Rayon de Soleil

En novembre 1912 je publiais, dans le Bulletin de la Fédération de la Bijouterie, un article sur l'« Œuvre des bouts de stèle » créée par notre camarade Van Zutphen, secrétaire de l'A. N. D. B. d'Amsterdam et membre de notre Comité International.

Cette belle œuvre, société autonome d'nommée Zonnestraal (Le Rayon de Soleil) fonctionnant à côté de la puissante organisation syndicale des diamantaires de Hollande, avait pour but de permettre l'envoi et l'entretien des diamantaires tuberculeux ou atteints de maladies chroniques dans des sanatoria et aussi d'assurer les frais de consultation de spécialistes pour ceux de nos camarades amstellodamois dont l'état de santé le nécessitait.

« Les moyens, écrivais-je à cette époque, sont fournis par la vente des débris de tiges de coquilles (d'où le nom : Œuvre des bouts de stèle) qui sont mis de côté et apportés à l'Œuvre par tous les diamantaires sans exception, et sans qu'aucun patron ne s'y oppose. Les ouvriers débruteurs ou d'autres branches du métier qui n'emploient pas de tiges de cuivre se sont imposés, pour participer à cette Œuvre et en bénéficier d'une cotisation hebdomadaire de dix à vingt centimes ».

Et je signalais à nos camarades français et suisses toute la beauté de cette œuvre appelée à rendre des services d'une haute portée humanitaire.

Déjà en 1912, 60 diamantaires hollandais atteints de ce fléau social qu'est la tuberculose, avaient pu être envoyés dans un sanatorium pour se rétablir.

Souvent, un mal s'aggrave et devient inguérissable parce que le défaut des moyens nécessaires à la cure n'a pas permis de le combattre, de l'endiguer dès le début. Avec l'Œuvre des bouts de stèle nos amis hollandais allaient sauver bien des leurs. Aussi je demandais si, dans nos centres, il était impossible de se mettre d'accord pour une semblable fondation.

Mon article ne retint pas l'attention. J'en parlai dans les réunions. On m'écouta avec indifférence... parfois avec un sourire d'incrédulité.

Un jour même un camarade — que j'aime bien malgré certaine intempérance de langage pénible à supporter même par un militant — me taxa de balourd... en un mot de bourreur de crânes.

Je regrettais ce scepticisme, ce manque de confiance en la possibilité de réalisations utiles par la seule pratique de la volonté... et j'attendais que le temps me permît de reprendre la question en... déboureur de crânes.

Aujourd'hui, je viens rendre compte de ce qu'est devenu l'« Œuvre des bouts de stèle » de nos camarades d'Amsterdam. Je dirai ce que j'ai vu, ce que tout

l'Amsterdam diamantaire connaît, ce que les notabilités de Hollande admirent, ce qui a émerveillé l'un des leaders du grand Syndicat des bruts de Londres... et ce que je recommande à tous les diamantaires, négociants, fabricants et ouvriers se rendant à Amsterdam d'aller voir.

L'Œuvre des bouts de stèle est devenue l'Œuvre de la solidarité de tous les diamantaires et de leurs familles. C'est aussi l'Œuvre de la volonté et de la persévérance dans l'étude et le travail d'un homme. C'est l'Œuvre de notre bon Van Zutphen, l'homme le plus aimé et le plus populaire de Hollande: Oncle Jean, comme l'appelle le peuple... et toute la presse.

Celui qui, comme moi, a pû voir de jeunes et de vieux hommes abandonner leur travail et accourir au-devant de Van Zutphen pour le saluer au passage, lui embrasser les mains, ne saurait douter de la grandeur de l'œuvre réalisée.

Le Rayon de Soleil est aujourd'hui une puissante organisation de solidarité qui a livré bataille à la tuberculose des diamantaires.

Cette œuvre est ouverte à tous ceux qui touchent à l'industrie et au commerce du diamant: négociants, courtiers, fabricants, ouvriers peuvent bénéficier ainsi que les membres directs de leurs familles des soins gratuits en acquittant une simple cotisation de 20 cent. par semaine.

Son siège se trouve Hoogte Kadijk, 155, à Amsterdam.

A quelques kilomètres de cette ville, à Hilversum, le Rayon de Soleil possède déjà une magnifique propriété de 116 hectares avec villa, ferme et appareils pour la fabrication de l'électricité. Potagers, vergers, prés et parc, tout est aménagé pour que les malades soient traités, puissent se recréer et même travailler.

Dans un site enchanteur, avec un horizon magnifique, deux premiers sanatoria vont être édifiés. Dans l'un on traitera par le soleil, dans l'autre avec les méthodes et les ressources de la science et de la médecine modernes.

Médecins et infirmiers, appointés par la Société, sont attachés à l'établissement.

Cette Œuvre ne doit pas rester nationale. Van Zutphen et ses collaborateurs veulent l'étendre à tous les centres diamantaires. « Il faut, me disait-il, que partout, dans un temps rapproché, notre Alliance Universelle ait son Rayon de Soleil. Il faut que nous arrivions à préserver tous nos camarades de cette horrible tuberculose. »

Mais comment faire pour arriver à cela?

Où donc nos camarades amstellodamois ont-ils trouvé les fonds nécessaires à la réalisation de leur Zonnestraal? Où pensent-ils trouver les diamantaires adversaires qui s'engagent sur le même chemin?

Les débris de tiges et les multiples morceaux de papier argenté entourant la tablette de chocolat de nos enfants bien que recueillis précieusement et qui furent les premières ressources du Rayon de Soleil, ne permettent point d'embrasser si grand. Mais tout est canalisé par l'Œuvre. Le moindre prétexte sert à collecter et à souscrire en sa faveur. Et la puissance de volonté, de persévérance et de travail de Van Zutphen a fait le reste.

Grâce à cet homme, des ressources sérieuses sont assurées à la lutte contre la tuberculose. Grâce à Oncle Jean et à ses collaborateurs, une découverte de la plus haute importance a été faite pour les travailleurs du diamant.

Les poussières, la poudre noire qui sont rejetées par le moulin du polisseur et qui encrassent ses vêtements, son banc de travail, sont récupérées et, par le travail du chimiste, rendues à l'état de poudre de diamant entièrement pure.

Cette idée, qui a hanté le cerveau de bien des diamantaires et celui de Van Zutphen durant des années, est réalisée aujourd'hui... et non pas au profit d'un homme mais au profit de la collectivité diamantaire et de la solidarité internationale.

Van Zutphen avait l'idée. Le A. N. D. B. a avancé les fonds pour les recherches. Je me réserve d'expliquer dans nos réunions par quelles phases Van Zutphen est passé avec un chimiste belge dont il

dut se séparer après être seulement arrivé à récupérer une poudre contenant 27 0/0 de diamant, puis avec le chimiste hollandais Henri Ter Meulen, professeur à l'Université de Delft, pour atteindre 89 0/0 et enfin une poudre complètement épurée de l'huile, de l'étain, du plomb, du fer et du sable, représentant 100 0/0 de diamant, alors que la poudre obtenue avec le boort en grains contient encore 4 0/0 d'impureté.

Et cette découverte est toute au profit du Rayon de Soleil qui a installé un laboratoire pour la récupération de tout le diamant extrait de la poudre noire devenue précieuse et soigneusement ramassée dans toutes les tailleries, scellée dans des boîtes de fer qui, chaque semaine, sont apportées au siège social.

Depuis cette découverte, chaque moulin de polisseur hollandais est entouré d'une couronne de fer pour recueillir la poudre.

Mais il y a mieux. Les vieux vêtements de travail sont ramassés par l'Œuvre qui en retire la matière précieuse. Nos camarades vont installer une blanchisserie où ils laveront gratuitement les vêtements des ouvriers diamantaires — certains qu'ils sont de réaliser encore de beaux bénéfices.

J'ai vu un gilet de travail dont il fut extrait 4 1/2 carats de boort.

Cette poudre est ensuite vendue par le Bureau de boort au cours fixé pour la boort de Londres.

Afin de garantir les ouvriers contre toute fraude, la poudre est scellée dans des plions spéciaux portant une marque permettant, en cas de réclamation, de retrouver immédiatement l'employé qui a pesé et mis la poudre sous pli.

Nos camarades de Paris, de St-Claude et de Taninges, qui déjà ont employé de cette poudre, en connaissent la valeur technique.

Et voilà comment le Rayon de Soleil s'assure un budget sérieux.

Ce n'est pas tout. Son ambition est de fabriquer tous les produits et outils nécessaires aux diamantaires. Son ciment est déjà réputé. Ses dopps mécaniques sont les plus perfectionnés d'Amsterdam. Il recherche la fabrication d'un savon de sable qui serait apprécié des ouvriers. Des essais de fabrication de meules sont en cours. Il s'arrêtera à un modèle quand il l'aura reconnu vraiment supérieur.

Voilà comment nos amis du Zonnestraal espèrent, tout en recherchant le développement technique de notre profession, travailler au profit de l'Humanité.

Un jour Van Zutphen passera dans tous les centres pour la démonstration de l'Œuvre au moyen d'un film cinématographique. Ce jour-là nos camarades seront convaincus.

Mais en attendant, j'ai le ferme espoir que cet article fera réfléchir tous les diamantaires de France et de Suisse et suscitera des initiatives pour la réalisation de « Nos Rayons de Soleil ».

A tous, je dis à nouveau: Ah! s'il existe de laides choses, combien d'initiatives merveilleuses s'offrent à la vue de celui qui regarde ce qui l'entoure, et lui montre le chemin souvent rocailleux mais toujours clair, qui peut conduire à l'oasis de la solidarité.

Arthur DANREZ.

A SAINT-CLAUDE

L'Assemblée générale du Syndicat de la Région de Saint-Claude a décidé, le 19 mars, de porter la cotisation syndicale à 5 francs par mois, avec un minimum obligatoire de 2 fr. 50 pour ceux de ses membres qui travailleront seulement 15 jours ou moins de 15 jours dans le mois pour cause de chômage ou de maladie.

La cotisation ne sera pas due par celui qui aura été malade ou qui chômera tout le mois.

Les grandes sections de Foncine-le-Haut, Chassal et Bourg se sont prononcées pour l'application de cette décision qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} Avril prochain.

La même Assemblée a décidé la nomination d'un permanent qui remplira les fonctions de secrétaire-comptable et de collecteur général.

EN SUISSE

Les pourparlers engagés avec les patrons diamantaires pour la suppression de la place n'avaient donné aucun résultat à la date du 9 mars.

MM. les patrons appliqueront la loi fédérale... si les ouvriers consentent une réduction de 10 0/0 des tarifs... en compensation de la perte résultant de la suppression des frais de place.

La situation est donc inchangée tout en restant tendue aussi bien à Bienne qu'à Genève.

Les patrons prétendent que le marché du taillé est absolument calme; c'est faux. Les difficultés présentes de l'industrie résident dans la raréfaction des bruts et la situation des changes... un point c'est tout... et c'est déjà beaucoup.

Un mot aux ouvriers genevois qui travaillent directement pour des négociants: Vous vous croyez suffisamment forts pour conserver individuellement une situation rémunératrice et indépendante? Détrompez-vous. Si vous oubliez le chemin du Syndicat, vous n'irez pas loin sans en pâtir. Qui vivra verra.

A. D.

VALEURS DIAMANTIFÈRES et Marché des Diamants

(courant février)

Les valeurs diamantifères ont accusé ce mois une fermeté et même une avance toute particulière.

La *Jagersfontein* s'est maintenue entre 323 et 330. La *De Beers* a varié entre 1430 et 1600. Elle est même montée certains jours à 1700. Mais rien ne montre mieux l'importance des bénéfices réalisés par les mines de diamants que l'information financière suivante: «L'action de la *De Beers* qui valait 450 francs fin 1918, dépasse aujourd'hui le cours de 1.500 francs».

Au début du mois les bruts ont subi une hausse de 10 0/0.

A cette occasion le «Financial News» fait remarquer que les accords passés entre les producteurs et le Syndicat portent sur des valeurs déterminées et non pas sur des quantités déterminées de diamants à avoir.

La hausse des bruts favorise les producteurs mais peut avoir pour effet de réduire la quantité des pierres mises sur le marché.

Dans la première quinzaine de février, la même revue donne les informations suivantes:

Le marché des diamants est resté très ferme. La demande de pierres brutes et de diamants taillés ne s'est nullement ralentie du fait de la hausse récente des prix. En ce qui concerne les premières, un certain nombre de courtiers continuent à encore visiter Londres et ont dû s'en retourner les mains vides. Nous ne nous éloignerons peut-être pas beaucoup de la vérité en disant que la fermeté des prix s'accroît encore, en raison naturellement et principalement de l'insuffisance des carats offerts sur le marché. Quand aux brillants ils sont très vivement disputés. Nous apprenons que Amsterdam est disposé à acheter tout ce qui est disponible, et la France, l'Inde et la Chine passent des ordres très suivis.

L'Extrême-Occident devient pour les diamants ce que l'Extrême-Orient est pour l'or: un gouffre qui absorbe tout. Le monde entier sait que le gros des diamants produits est aux mains des Américains: aussi s'étonne-t-on d'apprendre qu'à New-York il y a une disette de pierres précieuses, et pourtant c'est la nouvelle que l'on reçoit. Certaines maisons, qui ont acheté sur une grande échelle l'année dernière et qui ont déjà placé de fortes commandes pour cette année, se plaignent de ce que le nombre des carats qu'elles reçoivent est absolument insuffisant à satisfaire leurs nécessités. Il n'est donc pas surprenant que, si ces maisons ne peuvent obtenir ce dont elles ont besoin, elles aillent le chercher sur le continent... et ne le trouvent pas.

Sans doute, la cause de ces achats, réside-t-elle dans les fortunes colossales accumulées à bas durant la guerre et dans le taux des changes, qui favorise les acheteurs américains. Nous apprenons que le prix des meilleures pierres a augmenté de 10 à 15 0/0, selon les qualités. Les achats américains ne sont sans doute qu'un des facteurs de la situation. On se plaint partout de l'insuffisance de l'offre: il est étonnant de constater que l'augmentation de la production des

pierres brutes n'a aucune influence sur la demande.

(courant mars)

Les valeurs diamantifères ont été à peine influencées par la grève des indigènes des mines d'or de l'Afrique du Sud. Les cours se sont maintenus au-dessus de 1500 pour la *De Beers* et de 340 pour la *Jagersfontein*.

De nouveaux champs diamantifères ont été développés. 1.400 licences ont été délivrées aux prospecteurs des terrains d'alluvions situés à l'ouest de la mine Premier dans le district de Prétoria. Suivant le haut commissaire de l'Afrique du Sud, un nouveau champ diamantifère, situé près du territoire de Griqualand, pourrait devenir un second Kimberley.

Le Syndicat des bruts a encore augmenté de 10 0/0 les pierres du poids de 1 carat et au-dessous... et la politique de raréfaction des bruts s'accroît pour le bonheur... des actionnaires des mines.

Les affaires en taillé continuent à être aussi animées. La majeure partie des diamants passe en Amérique. Cependant d'importants achats ont été faits pour l'Indo-Chine.

A. D.

RAPPORT DE LA De Beers Consolidated Mines

Assemblée générale ordinaire du 6 décembre 1918 tenue au siège de la Société à Kimberley (Afrique du Sud)

DISCOURS DU PRÉSIDENT

Pendant les années prospères, nous ne pouvons distribuer en dividendes tous les bénéfices réalisés. Nous devons nous préoccuper du remboursement des obligations venant à échéance en 1930; nous estimons également qu'il est bon d'augmenter chaque année nos réserves de façon à pouvoir conserver notre production au cas où le marché des diamants perdrait de son animation ou ferait preuve de moins bonnes dispositions, ce qui se traduirait par une baisse des prix et par une diminution de la confiance du commerce. Le fait que l'on sait que les gros producteurs et le syndicat des diamants fermeront leurs coffres-forts, si l'on peut s'exprimer ainsi, en cas de ralentissement de la demande, est le grand facteur pour le soutien des cours, ce qui aide à garantir les manufacturiers et les vendeurs contre les pertes. Dans le cas où on constaterait une diminution temporaire dans la demande de diamants il faut que nous continuions à exploiter les mines et il ne faut pas que nous soyons obligés de les fermer, comme cela s'est produit auparavant, par suite du manque de fonds. Toutes ces considérations justifient la création de ressources liquides importantes. Aujourd'hui nos réserves, qui paraissent importantes, ne sont cependant pas suffisantes par rapport à nos engagements; il est bon, par conséquent, qu'elles soient graduellement augmentées, d'année en année, afin que nous puissions disposer du capital qui est nécessaire pour le développement industriel que nous projetons. Notre situation financière est très saine et nous estimons qu'il est sage de renforcer cette situation plutôt que de la juger suffisante.

Les Comptes

En ce qui concerne les comptes, vous verrez que les chapitres du passif concernant les obligations sont inchangés. Pendant l'année financière précédente, le fonds d'amortissement général et d'amortissement des obligations s'élevait à 2.104.630 liv. st.. Dans les comptes actuellement soumis à votre approbation ce compte atteint 2.726.163 liv. st., soit une augmentation de 621.533 liv. st. Il y a une légère diminution — environ 6.000 liv. st. — dans la valeur des stocks de terre bleue, résultant d'une diminution de la quantité de terres bleues se trouvant actuellement sur les aires de séchage, comparativement au chiffre de la période qui a pris fin le 30 juin 1918; mais les actionnaires ne doivent pas

s'émouvoir de ce qui précède, car il y a à 8.454.176 loads au séchage à la fin de juin 1919.

Nous avons approprié pour la stabilisation du commerce du diamant une somme de 1.975.325 liv. st. 8 sh. 4 d. ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente. Les comptes créditeurs atteignent 3.216.487 liv. st.. Vous observerez, en examinant le côté crédit du bilan, que cette somme importante est largement couverte (en fait il y a un gros excédent) par les postes portefeuille, placement des réserves, avances aux compagnies subsidiaires, comptes ouverts, placements spéciaux, effets à recevoir, espèces chez nos banquiers et par divers postes créditeurs.

Je puis mentionner que le coût du transport et du lavage a encore augmenté par load, ayant passé de 4 sh. 2,56 d. à 5 sh. 0,94 d. comparativement à l'année passée, à la suite de l'élévation du coût de la main d'œuvre, et des fournitures de mines.

Pendant l'année, la dépense au compte capital pour les tramways électriques Kimberley-Alexandersfontein s'est élevée à 43.797 liv. st., comprenant 17.090 liv. st. 3 sh. 5 d. pour de nouvelles voitures, 1.750 liv. st. pour des bureaux à l'Hôtel-de-Ville et 24.957 liv. st. pour l'extension du réseau de façon à permettre à nos employés de voyager avec plus de confort et plus de rapidité en allant à leur travail et pour en revenir.

Les congés annuels aux employés cette année ont entraîné une dépense de 23.407 liv. st. contre 10.504 liv. st. l'année précédente. Cette augmentation est due au plus grand nombre de congés qui ont été pris.

L'épidémie connue sous le nom d'influenza a coûté à la Compagnie 198.800 liv. st. 8 sh. 10 d. y compris une donation de 7.000 liv. st. à la société de bienfaisance de la *De Beers*, faite pour aider cette institution à faire face aux importants appels qui ont été faits à ses ressources. Nous n'avions pas pris l'engagement de fournir cette somme, mais étant donné les avantages que procure cette société à nos employés et à leurs familles, nous avons cru devoir renforcer ces ressources qui en avaient besoin. Je puis mentionner qu'il y a quelques mois on a constaté une recrudescence de l'influenza dans nos habitations ouvrières; heureusement, elle avait un caractère plus bénin qu'en octobre 1918. Toutes les mesures de précautions et de sauvegarde contre la propagation de la maladie ont été prises promptement, l'expérience des pénibles moments traversés l'année dernière a été mise à profit, avec ce résultat que l'épidémie a été promptement érayée.

A la dernière assemblée, j'ai fait remarquer que la somme nécessaire pour payer aux employés la différence entre le montant qu'ils recevaient en salaires et appointements et la paye entière du 1^{er} septembre 1914 au 30 juin 1916 excéderait 160.000 liv. st. En fait, le montant réellement déboursé de ce chef s'est élevé à 165.642 liv. st. 2 sh.. Les dépenses de l'année ayant pris fin le 30 juin 1919, et résultant de la guerre, y compris 150.000 liv. st. d'indemnités aux employés, se sont élevées à 284.391 liv. st. 8 sh. 10 d. contre 135.265 liv. st. 10 sh. 3 d. pendant les 12 mois précédents. Le chiffre que je viens de mentionner ne représente cependant qu'une partie de la somme payée pendant les hostilités, car pendant cette période nous avons payé en salaires, appointements et bonus de guerre à nos employés mobilisés et aux familles des employés décédés sous les drapeaux 433.334 liv. st. 18 sh. 10 d.. Il faut ajouter à ce montant la somme de 150.000 liv. st. dont je viens de parler, répartie aux employés mobilisés selon le temps de service actif accompli; les familles des employés servant en Europe ont également reçu des allocations, de leur côté: 1.642 de nos employés ont bénéficié de ces allocations beaucoup d'entre eux à leur retour à Kimberley ont reçu des sommes dépassant 250 liv. st. Je n'ai pas besoin de vous dire que tout mobilisé qui a pu revenir sain et sauf en Afrique du Sud a retrouvé son emploi dans notre Compagnie. Je ne mentionne pas ce fait dans un esprit de vantardise, mais uniquement pour vous rendre compte que, de même que nos employés ont fait leur devoir vis-à-vis de leur pays, de même, nous avons tâché de remplir le notre vis-à-vis d'eux.

Nos dons de guerre au fonds du gouverneur général et à d'autres caisses se sont élevés à 119.998 liv. st. 0 sh. 11 d. atteignant ainsi dans l'ensemble 703.332 liv. st. 19 sh. 9 d.. Voilà, Messieurs, notre bilan de la guerre et j'espère qu'à vos yeux il est de nature à n'inspirer satisfaction.

Le compte «diamants» dépasse celui de l'année précédente d'environ 1.500.000 liv. st.. Ceci peut être attribué en partie à la diminution de production pendant cette période du Sud-Ouest allemand qui est maintenant devenu le protectorat du sud-ouest. L'année dernière, les intérêts sur dividendes et du portefeuille ont atteint 296.033 liv. st. 3 sh. 11 d.; cette année, le chiffre correspondant est de 332.562 liv. st. 10 sh. 1 d., soit une augmentation de 36.529 liv. st. 6 sh. 2 d..

La somme de 80.083 liv. st. 14 sh. 8 d. a été portée au fonds d'amortissement des obligations, qui atteint maintenant 578.028 liv. st. 0 sh. 9 d.. A ce taux d'augmentation, il y aura 1.635.495 liv. st. disponibles au 1^{er} janvier 1930, en vue de l'amortissement des obligations de la *London and South African Exploration Company*, dont le montant s'élève à une somme égale. L'année dernière, le solde reporté au bilan, provenant du compte de répartition s'élevait à 44.677 liv. st. 11 sh. 5 d.; cette année, ce chiffre est de 466.267 liv. st. 11 sh. 4 d..

La conférence des diamants

Une conférence des quatre producteurs les plus importants de diamants comprenant la *German South-West Africa*, la *De Beers*, la *Jagersfontein* et la *Premier* s'est réunie à Londres au mois de juillet 1914, en vue de fixer la valeur des diamants destinés à être écoulés sur le marché et de déterminer la part de chaque Compagnie participante dans le total des ventes annuelles. Les représentants du gouvernement allemand étaient des hommes très capables et distingués (puis-je dire en passant que si je n'avais pas été membre de cette conférence, j'aurais pu omettre d'adresser le même compliment aux autres délégués, et que ces délégués firent une conférence *sine qua non* que les diamants des quatre compagnies contractantes seraient vendus par un intermédiaire unique et que le syndicat devrait participer aux bénéfices. Après de longues et laborieuses négociations, qui durèrent de nombreux jours un accord entre les producteurs fut mis sur pied et les conditions pour la vente des diamants par l'intermédiaire du syndicat furent établies avec ce dernier. Les accords en question étaient prêts à être signés lorsque la guerre éclata. Ce qui réduisit toutes nos peines et négociations à néant. Les Allemands rentrèrent dans leur Vaterland et la conférence qui s'était poursuivie dans un esprit très amical et qui avait été marquée par des soirées familiales à l'hôtel Ritz et à l'hôtel Carlton, prit subitement fin. Le marché du diamant fut abandonné à lui-même. Comme vous le savez, l'industrie du diamant passa par une phase très critique; vous le savez d'autant mieux que, pendant les deux premières années de la guerre, nous n'avons pas payé de dividendes aux actions ordinaires et nous fûmes obligés de différer le paiement du dividende des actions de préférence. En 1916, après une longue période de dépression, le marché du diamant commença à donner des signes de réveil; nous l'alimentâmes graduellement, craignant que si nous forcions la dose, nous verrions se produire une nouvelle dépression. Pendant que le commerce se remettait lentement de la secousse, le gouvernement de l'Union sud-africaine décida de placer sur le marché une importante quantité de diamants provenant du sud-ouest africain allemand, pour lesquels il demanda des soumissions à Londres et sur le continent. Le syndicat, craignant que, si ces produits étaient aussi imposés au commerce, on verrait se produire alors la dépression que nous tenions précisément à éviter, fit des ouvertures à la Compagnie *De Beers* en faisant remarquer au conseil qu'il était de l'intérêt commun de soutenir le marché et suggéra de soumissionner en commun. C'est ce qui fut décidé et l'offre du syndicat, qui était de beaucoup la plus élevée, fut finalement acceptée en février 1917, et prit finalement la forme d'un arrangement basé sur une participation des bénéfices, pour l'achat des diamants du Sud-Ouest alle-

mand jusqu'à la conclusion de la paix. En octobre 1916, le syndicat fit un accord avec la Compagnie Premier pour l'achat de sa production, de sorte que, depuis février 1917, les diamants des quatre gros producteurs ont été vendus par un seul intermédiaire. A partir de ce moment précis, le marché entra dans une phase nouvelle. Le commerce des diamants reprit confiance, les prix s'élevèrent graduellement et nous traversons actuellement une période de prospérité.

Avec l'expérience acquise au cours des quatre années pendant lesquelles a fonctionné ce contrôle des ventes, il n'était point nécessaire de posséder une intelligence exceptionnelle des affaires pour se rendre compte que son maintien était indispensable pour les intérêts vitaux de l'industrie du diamant tout entière, y compris les chercheurs de diamants alluvionnaires. C'est dans cet esprit qu'une conférence des quatre gros producteurs se réunit à Capetown le 9 septembre dernier : elle termina ses travaux à Pretoria le 12 novembre. Je n'ai pas besoin de rentrer dans les détails, mais en voici les lignes principales :

a) Le contrat est fait pour cinq années, qui pourront prendre fin au bout de deux années ou après préavis de douze mois à l'expiration de la première année.

b) Pendant la durée de cet accord, tous les diamants devront être vendus au syndicat, paiement contre livraison en Afrique du Sud, le syndicat supportant toutes les pertes.

c) Les prix à payer aux quatre producteurs en Afrique du Sud et en Afrique du Sud-Ouest chaque trimestre consécutif seront basés sur le prix net moyen réalisé par le syndicat pour la participation effective pendant le trimestre antérieur, moins 5 0/0. La fixation des prix doit avoir lieu tous les trois mois.

Les participations furent fixées comme suit :

De Beers 51 0/0.
Protectorat du Sud-Ouest 21 0/0.
Premier 18 0/0.
Jagersfontein 10 0/0.

En plus du prix initial payé dans l'Afrique du Sud, les producteurs reçoivent un montant supplémentaire équivalent à la moitié des bénéfices réalisés par le syndicat au-delà de 5 0/0. De cette façon, les producteurs bénéficient de toutes les hausses pouvant se produire, mais ils ne participent pas aux pertes, qui sont supportées uniquement par le syndicat. D'une façon générale, ces conditions sont très satisfaisantes et je suis certain qu'elles auront votre approbation. Les producteurs de diamants alluvionnaires n'ont pas participé à la conférence, car il a été reconnu qu'ils ne pouvaient pas arriver à limiter la valeur de leur production, de sorte qu'ils se trouvent dans l'heureuse situation de pouvoir vendre sans aucune espèce de restriction, quelle que soit leur production, à des prix qui ont beaucoup augmenté du fait du contrôle exercé par les gros producteurs, qui peuvent être dénommés, d'après une appellation qui a été employée dans d'autres circonstances les « Quatre » (*Big Four*). Aujourd'hui, la production de diamants alluvionnaires sur le territoire de l'Union atteint environ 300 000 liv. st. par mois et ceci vous donne une idée des énormes avantages que les producteurs de diamants alluvionnaires retirent de ce contrôle. Leurs conditions de vie se sont améliorées, leur avenir apparaît sous un jour meilleur et un nombre de familles qui auparavant menaient une vie misérable par suite des bas prix que réalisaient leurs produits ont maintenant une vie confortable et quelques chercheurs sont à la veille de devenir de misérables capitalistes. Une merveilleuse amélioration a eu lieu, pour le plus grand bien des chercheurs, laquelle est également profitable aux finances de l'Etat qui perçoit une taxe d'exportation de 10 0/0 sur les diamants trouvés dans ces districts.

En dehors d'un prolongement de la durée des mines qui résulte de cette politique de contrôle, l'Etat en bénéficie énormément au point de vue des taxes directes. La conférence a estimé que le marché absorbera annuellement au moins 12.000.000 liv. st. de diamants produits par les « Quatre ». Sur cette base, je suis arrivé à l'estimation sui-

vante des recettes que l'Etat tirera de ce chef si les diamants conservent leurs prix actuels. Ce compte n'est pas un compte officiel, mais il doit être près de la vérité :

La taxe de 10 0/0 sur les diamants exportés de l'Afrique du Sud représentée Liv. st.	1.200.000
A recevoir de la Compagnie De Beers (pour taxes ordinaires et impôts sur les dividendes, estimation modérée)	400.000
Part du gouvernement sur les bénéfices du protectorat du sud-ouest	1.000.000
Impôts et taxes à percevoir de la Premier	800.000
Impôts et taxes à percevoir de la Jagersfontein	75.000

Le gouvernement va donc recevoir, par an, en taxes directes de l'industrie diamantifère plus que les trois gros producteurs de l'Union (c'est-à-dire la De Beers la Premier et la Jagersfontein) distribuent annuellement ensemble sous forme de dividendes sur leurs actions ordinaires. Cette méthode consistant à conserver pour soi la meilleure part a été adoptée par un gouvernement anxieux de créer une expansion industrielle et d'attirer les capitaux étrangers pour le développement du pays et de ses énormes richesses.

La taille du diamant

La question relative à l'établissement de l'industrie de la taille des diamants dans l'Afrique du Sud est envisagée, et discutée depuis longtemps, mais jusqu'ici rien n'a été fait, en dépit des efforts des partisans du projet. Parlant au nom de la Compagnie, ayant, comme producteurs à trouver l'argent pour les salaires, les matières premières pour les travaux de la mine, à payer les tarifs de chemins de fer, etc., nous sommes obligés de vendre nos diamants le plus rapidement possible afin d'en faire de l'argent. Nous ne pouvons donc pas nous embarquer dans une affaire qui nécessite de longs crédits. En outre, nous sommes très éloigné du marché mondial officiel des diamants. Nous vendons tous nos diamants bruts à Kimberley, comptant contre livraison, et nous aurions tort de modifier notre manière de faire. Il ne faut pas oublier en outre, que la direction d'une taillerie moderne nécessite un personnel choisi, et que les dépenses qu'elle implique soulèvent une question très délicate dans le cas où l'on a à traiter des pierres irrégulières. Nous ne sommes donc pas disposés à adjoindre une taillerie de diamants à nos mines. Les producteurs de laine, dont l'industrie est bien plus ancienne que la nôtre, ne transforment pas sur place leur produit en étoffe. Tous les produits, ou minerais retirés de l'Afrique du Sud, sont, en majeure partie, expédiés bruts dans les parties du monde où l'on peut en tirer le meilleur parti. Nous demandons le même traitement. Le gouvernement n'a aucun égard pour nous ; bien au contraire, nos actionnaires sont les plus lourdement frappés ; nos impôts augmentent à peu près chaque année, et on voudrait que nous nous lancions dans une entreprise pouvant aller à l'encontre de nos affaires et bien que les achats de diamants atteignent à peine 100.000 liv. st. par an, dans l'Afrique du Sud.

Néanmoins, la Compagnie a décidé d'installer une taillerie de 100 meules modernes à Kimberley. Elles seront louées, dans des conditions raisonnables pour encourager la taille des diamants sur place. Le Syndicat du diamant est disposé à aider tous les gros manufacturiers qui seraient disposés à transférer une partie de leurs usines, dans l'Afrique du Sud. Mais les difficultés sont augmentées par le fait que les Corporations d'Amsterdam et d'Anvers ont interdit à leurs membres de travailler pour leur compte, dans l'Afrique du Sud. Elles désirent retenir, dans leur pays des industries qui existent depuis des siècles. Il reste à examiner si l'on pourra surmonter ces difficultés. La De Beers aura fait ce qu'elle aura pu, on verra ce que cela donnera.

Le Rapport de la Premier Diamond

Le rapport et les comptes de l'exercice 1918-19, clos le 31 octobre dernier, présentés à l'assemblée ordinaire du 27 février, font ressortir des résultats notablement supérieurs aux précédents.

La Cie a lavé, pendant l'exercice, 4.529.261 loads de terre diamantifère contre 4.805.851 loads en 1917-18, et recueilli 814.377 carats de diamants au lieu de 851.573 carats. Le rendement moyen par 100 loads ressort à 18 carats contre 17 carats, ce qui marque nettement l'arrêt de la tendance à l'abaissement constant de la teneur moyenne constatée depuis le début de l'exploitation.

Le prix de vente moyen du carat s'établit en très forte augmentation 48 sh. 2 d. contre 28 sh. 3 d. l'année précédente. On voit là l'heureux effet de la politique de vente adoptée d'un commun accord par les principaux producteurs de diamants. Dans ces conditions la valeur par load traité s'est relevée de 5 sh. en 1917-18 à 8 sh. 8 d. l'an dernier. Quant au prix de revient par load, il n'accuse, malgré la cherté de toutes choses, qu'une augmentation de 7 d., n'atteignant pas tout à fait 2 sh. 11 d.

Grâce à la hausse considérable des prix signalée plus haut, le produit total des ventes de diamant a été de Livres 1.961.259 contre Livres 1.203.903 en 1917-18. Après déduction de toutes les dépenses et affectation d'une somme de Livres 100.000 aux Fonds commercial et de prévision (qui se trouve portée à Livres 500.000), le bénéfice industriel s'est chiffré par Livres 1.210.880 contre Livres 667.074 l'année précédente. Conformément aux stipulations de l'acte de concession, 60 0/0 de cette somme, soit Livres 726.588, ont été versées à l'Etat Sud-Africain, et le 40 0/0 restants, c'est-à-dire Livres 484.392, constituent les bénéfices disponibles pour répartition aux actionnaires.

Le paiement de l'intérêt fixe des actions de préférence a absorbé net Livres 92.500. Quant au dividende des actions ordinaires, il a été porté de 10 sh. à 21 sh. 3 d. par titre, ce qui a entraîné un décaissement de Livres 340.000. Compte tenu d'une part, des impôts sud-africains sur le revenu et les dividendes (ensemble Livres 59.681) et, d'autre part, de Livres 46.679 de recettes diverses, le solde à nouveaux s'établit à Livres 65.935 contre Livres 27.065 un an auparavant.

Le bilan de fin d'exercice fait apparaître une situation financière encore renforcée. Toutes les dépenses de premier établissement étant passées chaque année par profit et pertes, les immobilisations continuent à ne figurer à l'actif que pour Livres 80.000, montant du capital social. Cette somme, est-il besoin de le dire, est de beaucoup inférieure à la valeur réelle des importants éléments d'actif auxquels elle correspond : concessions, installations, outillage, etc. La production ayant été vendue intégralement, les diamants en stock ne figurent au bilan que pour une somme négligeable, Livres 5.380. L'encaisse et l'actif réalisable à court terme dépassent Livres 1.343.287. Déduction faite de toutes les exigibilités envers des tiers, le fonds de roulement net ressort à Livres 583.500 contre Livres 432.000 à fin octobre 1919.

Dans son rapport, le directeur général expose qu'au 31 octobre 1919 la profondeur moyenne des travaux ne dépassait pas 27 1/2 pieds ; elle n'avait augmenté que de 13 pieds au cours de l'exercice. Rien que dans la partie de la mine actuellement en exploitation, il y a encore 32.500.000 loads de terre bleue diamantifère en vue. Cela représente plus de sept ans d'avance sur une exploitation conduite à l'allure de l'année dernière.

Le Présent pour Demain

La Révolution sociale continue son évolution.

Elle pourrait être catastrophique avec un lendemain inconnu.

Elle doit être préventivement constructive et organisatrice a affirmé la C. G. T. dans ses assises syndicales du Congrès de Lyon.

Préparer au sein même de la société capitaliste les cadres et les organismes de la société nouvelle basée sur la seule autorité et sur la seule valeur du travail, telle est la tâche confiée par le prolétariat organisé à son organe confédéral.

Cette tâche est immense. Elle sera l'œuvre du Conseil économique du Tra-

vail qui le 8 janvier a tenu sa séance inaugurale.

La classe ouvrière peut espérer.

Pour la première fois collaborent les représentants de tous ceux qui produisent l'utile et l'agréable.

Confédération générale du Travail ;
Fédération Nationale des Coopératives ;
Fédération générale des Fonctionnaires ;

Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture.

Telles sont les organisations composant le Conseil économique du Travail.

Le gouvernement bourgeois s'est refusé à écouter les suggestions des techniciens et des représentants qualifiés de la classe ouvrière. Il a voulu endiguer leur initiative et détourner leurs solutions pratiques, la C.G.T. et les techniciens ont répondu :

« Pas de demi-mesures ! Pas de chaînes ! Sans toi, nous travaillerons, avec l'esprit scientifique, avec les méthodes expérimentales, à l'œuvre de réorganisation économique, à l'œuvre de la Révolution constructive ! »

Et des hommes comme Jouhaux, Merheim, Dumoulin, de la C.G.T. ; Charles Gide, Poisson, de la Coopération ; Emile Glay, Laurent, Budon, des Fonctionnaires ; Francq, Laisant, Montagnon, Rambaud, Archer, Pellegrin, Léon Clément, des techniciens ; Laffite, Steinlen, Gémier, tous, manuels, chimistes, agronomes, ingénieurs, architectes, éditeurs, littérateurs, artistes-peintres, acteurs célèbres, communient dans la même pensée : œuvrer pour l'émancipation sociale, pour la rénovation immédiate qui ouvrira les portes de la maison commune à tous les travailleurs des bras et du cerveau. A. D.

Extrait du règlement intérieur du C.E.T.

Art. 2. — Le C.E.T. comporte les organes suivants :

1. Un Comité Directeur ;
2. Un Comité de répartition du travail ;
3. Des Sections d'Etudes ;
4. Des Organismes de Gestion, de Réalisation et d'Exécution.

Art. 4. — Les Sections d'études seront au nombre de neuf, ci-après désignées :

1. Section : Outillage National (transports, postes, force motrice) ;
2. Section : Organisation Economique (contrôle et gestion. Economie nationale et internationale) ;
3. Section : Production industrielle et Matières Premières ;
4. Section : Production agricole et organisation agricole ;
5. Section : Finances et Crédit ;
6. Section : Cadres de la vie sociale (Hygiène, Urbanisme, Loisirs, Education, Assurances sociales) ;
7. Section : Enseignement général et technique ;
8. Section : Commerce et Répartition des richesses ;
9. Section : Régions dévastées.

Statistique des Chômeurs

AMSTERDAM		
14 février 1920..	Chômeurs	2.359
21 — — —	—	3.057
28 — — —	—	3.004
6 mars — — —	—	3.162
ANVERS		
24 janvier 1920.	Chômeurs	319
31 — — —	—	431
7 février — — —	—	358
14 — — —	—	308
22 — — —	—	226

Sur les 3.162 chômeurs enregistrés à Amsterdam à la date du 6 mars, il n'y a que 20 chatonniers. Par contre les polisseurs de brillants y comptent pour 1.341, les sertisseurs de brillants pour 286 et les débruteurs pour 381. Les autres se répartissent en scieurs : 418 ; cli-vours : 32 ; débruteurs, sertisseurs et polisseurs de roses : 984.

Le manque de brut a amené la fermeture de plusieurs ateliers de New-York.

Rien à signaler encore pour la France et la Suisse.

Le Gérant,
ARTHUR DANREZ.

SAINT-CLAUDE, IMPRIMERIE MODERNE